



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 4422

Texte de la question

POLITIQUE DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Gérard Cherpion, pour le groupe Les Républicains.

M. Gérard Cherpion. Monsieur le Premier ministre, la première préoccupation des Français est l'emploi. Ce n'est pas la vôtre ! Votre priorité, ce sont les petits arrangements entre amis, quitte à provoquer une crise institutionnelle. Votre priorité, c'est votre emploi, pas celui des Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Faute d'une politique cohérente, tant sur le plan économique que sur le plan social, vous avez envoyé 1,2 million de personnes supplémentaires à Pôle emploi depuis l'élection de François Hollande. La Cour des comptes a d'ailleurs analysé le catalogue des mesures mises en place depuis 2012 et le bilan est lourd. De l'échec cinglant des contrats de génération à l'explosion des contrats aidés, des emplois d'avenir qui ne sont plus financés à l'apprentissage que vous avez cassé, vous avez dépensé sans compter l'argent des Français avec pour seul objectif l'inversion artificielle de la courbe du chômage. Pourtant, là-encore, vous avez échoué.

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Eh oui !

M. Gérard Cherpion. Le chômage des jeunes repart à la hausse et celui des seniors poursuit sa hausse. Tout le monde paie votre échec ! La baisse de 11 700 demandeurs d'emploi en octobre serait une bonne nouvelle si Pôle emploi n'avait pas simultanément radié 52 800 personnes inscrites, soit une hausse de 30 % en un an !

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Eh oui !

M. Gérard Cherpion. Les Français ne sont pas dupes de vos manipulations statistiques et budgétaires. Ils l'ont démontré par leur vote massif lors de la primaire de la droite et du centre. Le débat aura lieu, monsieur le Premier ministre ! Ils attendent des réformes de fond et souhaitent sortir du marasme économique et politique dans lequel vous avez plongé la France ! Devront-ils attendre mai 2017 ou comptez-vous tirer dès maintenant les conséquences de vos échecs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

M. Lucien Degauchy. Et du chômage !

Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Vous m'avez habituée à davantage de rigueur intellectuelle, monsieur Cherpion ! Comment pouvez-vous

mélanger ainsi les chiffres des catégories A, B et C ! Si vous voulez discuter projet contre projet, il faut de l'honnêteté !

M. Yves Censi. Projet contre bilan !

Mme Myriam El Khomri, ministre. Dois-je vous rappeler qu'une commission d'enquête demandée par la droite sénatoriale a montré, d'une part, qu'il n'existe aucune manipulation statistique et, d'autre part, que près de 50 % du 1,2 million de chômeurs supplémentaires de catégorie C que vous évoquez sont actuellement à temps plein et cherchent un autre emploi ?

M. Lucien Degauchy. Tripatouillage !

Mme Myriam El Khomri, ministre. Dois-je vous rappeler également, s'agissant notamment du chômage des jeunes, que nous avons atteint le niveau de 2012 et que celui-ci a augmenté de près de 30 % lors du précédent quinquennat ? Vous êtes contre la Garantie jeunes ? Je ne crois pas : vous m'avez dit dans mon bureau que c'était un dispositif particulièrement efficace justement parce qu'il s'appuie d'abord sur l'emploi ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)* Vous êtes contre le plan « 500 000 formations » ?

M. Patrice Verchère. Quelles formations ?

Mme Myriam El Khomri, ministre. Absolument pas : le président Richert et vous-même, au sein de l'ARF – Association des régions de France – rappelez systématiquement que ce plan permet justement, en partant des besoins des entreprises, bassin d'emploi par bassin d'emploi, de répondre à la question des emplois non pourvus ! Êtes-vous contre les contrats aidés ? Je vous rappelle que leur plus haut niveau a été atteint en 1997 et que la proportion de personnes en situation de handicap qui en bénéficient est passée de 9 % à 15 %. Quant aux jeunes qui subissent des discriminations et aux seniors que vous évoquez, ces contrats leur permettent justement de retrouver un emploi et donc une dignité. Il y a deux réalités de votre discours, cher monsieur Cherpion ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : [M. Gérard Cherpion](#)

Circonscription : Vosges (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4422

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 novembre 2016](#)